

SEMINAIRE DES CADRES POLITIQUES SUR LE THEME
INTITULE : "MOBILISATION DE RESSOURCES ET FINANCEMENT
DES UNIVERSITES AFRICAINES"

ORGANISE PAR

LE PROGRAMME SPECIAL D'ACTION POUR L'ADMINISTRATION
ET LA GESTION EN AFRIQUE (SAPAM) DE LA
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE (CEA)
EN COLLABORATION AVEC L'ASSOCIATION DES
UNIVERSITES AFRICAINES (AUA)

AIDE-MEMOIRE

Lieu : Accra

Date : 2-6 décembre 1991

Suite à la crise économique des années 80, beaucoup de gouvernements africains se sont embarqués dans des mesures d'austérité et des programmes d'ajustement structurel. L'incidence de la crise et de ces mesures s'est le plus manifestée dans la réduction des dépenses sociales particulièrement dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la nutrition, etc. La réduction de l'appui apporté aux services sociaux a exercé, sur le secteur de l'éducation, de sérieuses contraintes résultant dans un état déplorable des infrastructures de l'éducation et un déclin évident de la qualité de l'éducation. Comme l'observe un rapport de CODESRIA,

"Les pays africains traversent la plus grave crise économique depuis l'indépendance et cette crise exerce un impact dramatique sur les institutions éducationnelles avec les programmes d'ajustement structurel et les mesures d'austérité tendant à défavoriser les dépenses sociales et avec l'opinion répandue que le "taux de rendement" des investissements consacrés aux universités est faible, les dépenses réelles et même nominales dans certains cas ont sensiblement chuté. La caractéristique la plus frappante de la crise des sciences sociales en Afrique est peut-être la désintégration des infrastructures de recherche. Comme résultat de la "Book Hunger", les bibliothèques sont en décadence; les frais de voyage pour effectuer des travaux sur le terrain sont difficiles à obtenir et quand ils sont disponibles, ils sont liés aux

travaux de consultation à court terme pour le compte du gouvernement ou des institutions étrangères"¹

Les programmes d'austérité ont débouché sur la réduction des allocations financières affectées à l'enseignement supérieur et à la réduction des allocations de devises étrangères si nécessaires pour l'achat des livres, des équipements et du matériel. La dévaluation et la hausse des prix ont donné lieu à une sévère réduction des revenus réels et une chute du pouvoir d'achat, obligeant souvent les universitaires et les chercheurs à s'engager dans des activités non intellectuelles pour nouer les bouts des mois, en abandonnant la profession d'enseignant ou en émigrant à l'extérieur de l'Afrique. Le rapport de CODESRIA continue à déplorer la situation dans ces termes :

"La crise économique a intensifié les pressions exercées sur les intellectuels pour accepter ou être attirés par des activités de consultation qui sont très loin de leurs principales préoccupations de recherche et qui demandent souvent un travail de routine exigeant trop de temps et peu de contribution intellectuelle. Nous savons comment, au niveau intellectuel, ces types d'activités peuvent être frustrants et prendre trop de temps. Au niveau institutionnel, la conséquence est que ces activités sapent la recherche et l'enseignement."²

1/ CODESRIA, Rapport du Secrétaire exécutif à la sixième session de l'Assemblée générale de CODESRIA, 5-10 décembre 1988 (Dakar, novembre 1988), pp 2-3 (version anglaise)

2/ Ibid. p.6

Il convient de rappeler qu'au cours de la période d'après l'indépendance, l'enseignement supérieur a bénéficié d'un appui soutenu en termes d'allocation de ressources suffisantes. La carence d'une main-d'oeuvre spécialisée au moment de l'indépendance, la nécessité pressante de construire une nation, le besoin d'accélérer le développement ainsi que l'urgence qu'il y avait à indigéniser la machine bureaucratique sont tous des éléments qui ont conduit au déploiement des efforts soutenus en vue de développer une main-d'oeuvre qualifiée. Pratiquement, toutes les universités des pays africains ont joué un rôle essentiel dans le développement d'une main-d'oeuvre spécialisée. Par conséquent, elles étaient les principales bénéficiaires des allocations financières importantes de la part de leurs gouvernements respectifs.

Avec l'aggravation de la situation économique des années 80 et les prescriptions painibles qui l'ont accompagnée, les subventions allouées à l'enseignement supérieur, particulièrement les universités, ont continué à régresser avec des incidences évidentes sur le quantum et la qualité de l'enseignement et de la recherche ainsi que sur la capacité des universités à jouer leur rôle de "thinktanks" nationaux pour soutenir les efforts de développement et de formulation, de mise en oeuvre, de suivi et d'évaluation des politiques. Les agences donatrices, qui contribuaient au renforcement des efforts des gouvernements à travers leur appui soutenu à l'enseignement supérieur, ont finalement changé leur attitude et ont commencé à plaider pour la réduction de l'appui accordé à l'enseignement supérieur. En soutenant l'idée que le taux de rendement des investissements sur l'enseignement supérieur est faible, ils ont incité les gouvernements à reconsidérer sérieusement

leur soutien accordé aux universités. De leur côté, les gouvernements ont commencé à retirer l'appui substantiel qu'ils accordaient aux universités dans le passé.

La Banque mondiale, principal fournisseur de ressources, a insisté pour que l'on adopte des réformes politiques visant à améliorer la qualité de l'enseignement supérieur tout en répondant au problème de carence de ressources auquel les universités font aujourd'hui face. Selon la banque mondiale,

"Si l'objectif primordial d'accroître la qualité doit être réalisé, des revenus supplémentaires doivent être trouvés. Etant donné les contraintes budgétaires actuelles, ces ressources devront être trouvées principalement à travers la réforme du système de l'enseignement supérieur lui-même. C'est seulement en appliquant ces politiques de réduction du coût unitaire, d'obligation de rendement et d'accroissement du partage des coûts entre les bénéficiaires qu'il sera possible de dégager les ressources requises pour restaurer la qualité."

Sans aucun doute, il n'est pas dans l'intérêt du développement de l'Afrique d'exiger un rendement à l'enseignement supérieur. Les mesures de partage des coûts adoptés par certaines institutions d'enseignement supérieur ont abouti à la réduction des inscriptions d'entrée dans les dites institutions. Si les universités africaines veulent éviter ces répercussions, elles devraient se résoudre à

3/ La Banque mondiale, l'Afrique subsaharienne : de la crise à une croissance soutenue, Washington DC, 1989, p.82 (version anglaise)

initier des mesures de génération de revenus visant à mobiliser les ressources si nécessaires.

Une étude présentée lors de la réunion organisée par l'association des universités africaines et la Banque mondiale à l'intention de l'équipe de travail des donateurs des institutions d'enseignement supérieur a fait observer ce qui suit :

"Il semble que les mesures d'accroissement des revenus n'ont pas encore suffisamment réussi ou été répandues comme réduisant les coûts. Les liaisons université-industrie dans le cadre des relations R et D, l'accroissement des revenus à travers des cours de formation professionnelle continue, le gain tiré des postes existants dans les industries pour le personnel et l'échange du personnel avec les industries, ne sont pas assez développés sur la plupart des campus."

Il est donc nécessaire que les institutions d'enseignement supérieur, particulièrement les universités, deviennent plus innovatrices et usent de leur imagination dans la recherche de solutions à leurs problèmes de rareté de ressources.

Les universités africaines devront se poser un certain nombre de questions et leur trouver des réponses appropriées. Avec la réduction de l'appui des gouvernements et des donateurs, que devraient faire les universités pour au moins mitiger les effets de la crise financière? Quelles nouvelles activités devraient-elles

4/ Trevor Coombe, "A consultation on Higher Education in Africa", presented to the Taskforce of Donors to Higher Education: Accra, Ghana, 1990, p.31.

initier en vue d'être à même de mobiliser les ressources qui peuvent compenser totalement ou en partie l'appui perdu? Quels sont les inconvénients de ces sources de revenus? Quelles ont été les expériences des universités qui ont entrepris des activités génératrices de revenus? Quelles leçons peut-on tirer des entreprises qui ont réussi et de celles qui ont échoué? Comment les universités peuvent-elles être rendues plus efficaces dans la gestion et l'utilisation de leurs ressources financières? Y a-t-il des domaines où les compétences pour la mobilisation et l'utilisation de ressources accusent des lacunes? Que peut-on faire pour améliorer ces compétences? Comment peut-on raviver l'intérêt des donateurs dans le financement de l'enseignement, la recherche et la construction des infrastructures au niveau des institutions africaines d'enseignement supérieur? La réponse à ces questions et aux autres du même genre devraient contribuer à l'amélioration de la capacité des universités africaines à mobiliser et utiliser efficacement leurs ressources.

Alors qu'il y a un besoin évident de soutenir des niveaux d'appui financier suffisants de la part des gouvernements à l'enseignement supérieur, il y a aussi une nécessité évidente pour les institutions d'enseignement supérieur d'intensifier leurs efforts pour mobiliser des ressources d'ailleurs et de gérer et utiliser efficacement les rares ressources mises à leur disposition.

La mauvaise situation dans laquelle se trouvent les universités africaines et l'urgence avec laquelle la crise doit être gérée, si le préjudice à long terme pour l'enseignement supérieur africain doit être évité, ont persuadé CEA/SAPAM à organiser l'échange des expériences entre les cadres supérieurs de l'administration des

universités, les experts et les institutions pertinentes en vue d'explorer le niveau des possibilités qui existent pour une mobilisation et une utilisation efficaces des ressources. Ainsi, les objectifs généraux du séminaire des cadres politiques sur la mobilisation de ressources et le financement des universités africaines sont les suivants :

- i) Contribuer au renforcement de la capacité de mobilisation de ressources des universités africaines en accroissant ainsi leurs potentialités à fonctionner efficacement et à faire face aux incertitudes et crises financières; et,
- ii) Aider les universités à gérer et utiliser efficacement les ressources financières mises à leur disposition.

Plus spécifiquement, le séminaire se propose ce qui suit :

- a) Etudier l'état de la mobilisation de ressources des universités africaines face à la réduction de l'appui financier des gouvernements et des institutions donatrices;
- b) Identifier les opportunités et les contraintes existant au niveau de la mobilisation de ressources dans les universités africaines;
- c) Analyser les expériences des universités dans la gestion des activités génératrices de revenus et identifier les raisons pour leur succès et leurs échecs.

- d) Examiner les perspectives de stratégies de recouvrement des coûts de l'enseignement supérieur; et,
- e) Examiner la capacité des universités africaines à gérer et utiliser les ressources et proposer des mesures pour son accroissement.

Sous-thèmes des exposés à présenter

Les exposés qui seront présentés à ce séminaire seront axés sur les sous-thèmes suivants :

- 1) Financement des universités africaines: Une évaluation.
- 2) Vers une capacité accrue de mobilisation de ressources des universités africaines: propositions de l'Association des universités africaines.
- 3) Vers une capacité accrue de mobilisation de ressources des universités africaines: propositions de l'UNESCO.
- 4) Vers une capacité accrue de mobilisation de ressources des universités africaines: propositions de la Banque mondiale.
- 5) Accroissement de la capacité de gestion et d'utilisation des ressources financières par les universités africaines.

- 6) Etudes de cas des expériences innovatrices et fructueuses dans la mobilisation de ressources au niveau des universités africaines.
- 7) Etudes de cas des entreprises commerciales fructueuses et de faible rendement dans les universités africaines.

Participation

Participeront à ce séminaire les représentants de la haute administration des universités, au niveau de vice-président ou de vice-recteur chargés de l'administration et/ou du développement, ceux des bureaux de la planification et du développement des institutions gouvernementales chargées du suivi de l'enseignement supérieur et de l'adoption des ressources à lui allouer, ainsi que les représentants des organisations régionales et internationales qui s'occupent de l'enseignement supérieur et les experts.

Financement

Le coût du séminaire sera à charge de la CEA.

Lieu et date : Accra, Ghana, 2-6 décembre 1991.